

L'APPLICATION DES DROITS ET LIBERTÉS PAR LES PERSONNES PRIVÉES : LA LIBERTÉ D'EXPRESSION EN DROIT COMPARÉ

jeudi 23 > vendredi 24 mai 2019

Sous la responsabilité scientifique
du professeur Gilles J. Guglielmi

6^E COLLOQUE
INTERNATIONAL

INSTITUT DE DROIT COMPARÉ DE PARIS
Centre Saint-Guillaume - Grand Amphithéâtre
28 rue Saint-Guillaume 75007 Paris

 **8 h 15 | Accueil et café**

 **9 h 00 | Ouverture**

Paroles d'accueil des participants

Gilles J. Guglielmi, directeur du CDPC

Ouverture du colloque

Guillaume Leyte, président de l'université Paris II Panthéon-Assas

Introduction

Elisabeth Zoller, professeur émérite de l'université Paris II Panthéon-Assas

 **10 h 00 | Contextualisation**

Gouvernement et liberté d'expression

Philippe Cossalter, directeur du Centre Juridique Franco-Allemand, université de la Sarre

La liberté d'expression et le politiquement correct

Xavier Dupré de Boulois, professeur à l'université Paris 1 Panthéon-Sorbonne

Religious animus, equality, and expressive freedom under the american Constitution

Daniel O. Conkle, Robert H. McKinney professor of Law, Indiana University Maurer School of Law

Acteurs, mécanismes et pratiques de la liberté d'expression en Colombie

Francisco Barbosa, professeur à l'université Externado de Bogota, conseiller du Président de la République pour les droits de l'Homme

 **13 h 00 | Déjeuner libre**

 **14 h 00 > 17 h 30 | Influences**

L'arrêt Lüth de la Cour constitutionnelle fédérale allemande : un tournant historique pour la conception des droits fondamentaux à partir de la liberté d'expression

Aurore Gaillet, professeur à l'université Toulouse 1 Capitole, membre junior de l'Institut Universitaire de France

Lutte contre les *fake news* et liberté d'expression : l'approche française

Nathalie Mallet-Poujol, directrice de Recherche au CNRS, directrice de l'ERCIM (UMR 5815), Université de Montpellier

La protection de la réputation dans un contexte international

Fabien Marchadier, professeur de droit privé à la faculté de droit de Poitiers

Le droit à la réputation et à l'honneur en Allemagne – un envahissement du droit public dans le droit privé sur invitation

Claus Dieter Classen, professeur à l'université de Greifswald

Le droit à la liberté d'expression de l'enfant sur les plateformes en ligne. Les chantiers ouverts en Italie

Giorgio Mancosu, docteur en droit public, chargé d'enseignement des universités de Cagliari (Italie) et Paris II Panthéon-Assas

VENDREDI 24 MAI

LA VIE ÉCONOMIQUE ET SOCIALE

 **8 h 15 | Accueil et café**

 **9 h 00 | Tensions**

**Entre contrôle du pouvoir économique et intérêts des sociétés commerciales :
quelle place à la liberté d'expression ?**

Maya Hertig Randall, professeure à l'université de Genève (Uni-Mail)

**L'opposabilité du Premier amendement aux personnes privées :
Twitter et la doctrine de la State action**

Idris Fassassi, professeur à l'université de Picardie-Jules Verne, CURAPP ESS - UMR 7319

**Les personnes morales peuvent-elles avoir une religion et la défendre ?
Les entreprises de tendance**

Suzel Roux, doctorante à l'université Paris II Panthéon-Assas

L'intérêt du public est-il une condition de la liberté de la presse en droit anglais ?

Aurélie Duffy-Meunier, professeur à l'université de Lorraine

 **12 h 30 | Buffet-déjeuner**

 **14 h 00 > 17 h 30 | Perspectives**

**La liberté d'expression des salariés et des clients dans les jurisprudences
européennes (CJUE et CEDH)**

Laurence Solis-Potvin, professeur à l'université Caen Normandie, Chaire Jean Monnet

Personnalité morale et liberté d'expression dans la culture juridique de *common law*

Nicolas Gabayet, professeur à l'université des Antilles

La liberté d'expression commerciale

Alexis Le Quinio, maître de conférences à l'université de Toulon

Les lanceurs d'alerte, une approche comparatiste

Marie-Laure Layus, chargée de mission droit européen et comparé au Service juridique du Conseil constitutionnel

Le droit à l'oubli dans l'ordre juridique italien

Nicoletta Perlo, maître de conférences à l'université Toulouse I Capitole, IRDEIC, Centre d'excellence Jean Monnet

Propos conclusifs

Gilles J. Guglielmi, directeur du CDPC



Il existe deux formes de libertés en droit positif : la liberté politique et la liberté civile. La première est celle dont le citoyen jouit vis-à-vis du pouvoir politique, et la seconde celle dont il jouit dans ses relations avec ses semblables. Longtemps les juristes ont enseigné que la première relevait du droit public, et la seconde du droit privé. Mais l'ouverture du droit interne au droit international et au droit européen a bousculé cette répartition des tâches parce qu'elle a déplacé le centre de gravité du droit public, qui est passé de l'État à l'individu. Aujourd'hui, l'individu et ses droits ont envahi le droit public et celui-ci en a été littéralement « retourné » dans ses priorités. Le point fondamental est que la protection des droits et des libertés s'est affirmée comme le paradigme dominant de la recherche juridique. Plus cette protection s'est développée, plus elle s'est étendue.

Elle s'est étendue en ce que, autrefois, cette protection était conçue comme devant être assurée d'abord et en priorité contre l'État, contre l'autorité publique. Aujourd'hui, les plus grands dangers contre la liberté viennent certes toujours du pouvoir politique (la lutte contre le terrorisme le rappelle chaque jour), mais aussi et plus encore, du pouvoir privé ou plutôt « des » pouvoirs privés, car à la différence du pouvoir politique, le pouvoir privé revêt plusieurs visages. Le droit positif s'en préoccupe depuis longtemps, notamment sous l'angle du droit pénal et du droit civil tant il est vrai que la liberté civile est en principe protégée, d'abord, par les lois.

La difficulté est que ce n'est pas toujours le cas, soit parce que le législateur n'a pas compétence pour les prendre – le cas est fréquent dans les structures composées d'États comme les États fédéraux ou pré-fédéraux dans lesquels les compétences de l'organe législatif (Parlement européen, Congrès des États-Unis) sont limitées – soit parce que des lois existent, mais elles sont insuffisantes, incomplètes, voire lacunaires.

Dans de telles situations, que peuvent faire les juges ? Quelles méthodes utilisent-ils pour répondre aux attentes de la société civile qui se font jour dans les deux sphères dans lesquelles se côtoient les citoyens aujourd'hui, lorsqu'ils ne sont pas en relation avec le pouvoir politique : la vie sociale et la vie professionnelle ? Ces méthodes sont-elles différentes selon qu'il s'agit de juges de droit privé, ou de juges de droit public ? Les juges constitutionnels opèrent-ils différemment ? Faut-il distinguer selon que le système juridique dont ils relèvent appartient aux pays de droit écrit ou aux pays de *common law* ?